

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 juillet 2015
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adopté par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-douzième session,
20-29 avril 2015**

N° 13/2015 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 23 février 2015

Concernant : Majid Al Nassif

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr.1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);



d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Majid Al Nassif, né le 7 novembre 1979, est un citoyen saoudien. Sa carte nationale d'identité porte le numéro 101094932, et elle a été délivrée le 29 novembre 1994 par les autorités saoudiennes. Il réside habituellement à Al-Awamiyah, Qatif, en Arabie saoudite. Homme d'affaires, il a pris une part active à l'organisation de rassemblements et de manifestations pacifiques. Il est l'auteur de nombreux articles sur Internet et s'est montré très actif sur les réseaux sociaux, où il a exprimé ses positions concernant l'exercice des droits civils et politiques en Arabie saoudite.

4. Le 15 décembre 2012, à 11 heures, M. Al Nassif a été arrêté à son bureau d'Al-Awamiya sans qu'un mandat d'arrêt ait été délivré. Il est rapporté que des membres des forces de sécurité gouvernementales, masqués et portant des vêtements civils, ont pénétré de force dans son bureau, ont braqué leurs armes sur lui et l'ont frappé au visage et au cou. Les yeux bandés et menotté, il a ensuite été poussé dans une voiture qui attendait devant le bâtiment. Pendant son interpellation, les membres des forces de sécurité ont insulté sa foi chiite, notamment en le traitant de « Rafidhi », terme injurieux désignant une personne s'identifiant elle-même comme chiite.

5. M. Al Nassif a été conduit au centre de détention administrative de Dammam, où il a été dépouillé de ses effets personnels et immédiatement mis au secret. Un mois plus tard, vers la mi-janvier 2013, il a été transféré à la prison des services de renseignement, toujours à Dammam, où il a été maintenu au secret pendant deux mois et demi, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mois de mars 2013.

6. Selon la source, M. Al Nassif a subi des tortures psychologiques et des mauvais traitements pendant sa détention. Il a été régulièrement insulté en raison de son appartenance à la communauté chiite, soumis à des interrogatoires incessants, privé du droit de rencontrer un avocat et contraint, par la torture et les menaces, à avouer des crimes qu'il n'avait pas commis. Après avoir signé ces aveux, il a été transféré dans un immense quartier de la prison du service du renseignement général de Dammam, où il se trouve toujours à l'heure actuelle.

7. L'état de santé physique et psychique de M. Al Nassif s'est détérioré en prison. Il a développé un état de stress et d'anxiété aigu et a perdu beaucoup de poids. Les membres de sa famille qui lui rendaient visite étaient, semble-t-il, maltraités par les autorités, qui les soumettaient à des fouilles superflues et dégradantes.

8. La première audition dans l'affaire concernant M. Al Nassif a eu lieu deux mois après son arrestation. Seuls son avocat et un proche ont été autorisés à assister à la deuxième audience du tribunal, qui s'est déroulée le 25 février 2013. Les chefs d'accusation suivants ont été formulés à l'encontre de M. Al Nassif : appels à manifester lancés sur Facebook et Twitter; contacts avec des personnes recherchées; appartenance à un groupe de discussion par messagerie qui surveille les véhicules des forces de sécurité d'Al-Awamiya; financement d'activités terroristes; participation à

des manifestations; transport de personnes recherchées; trafic. M. Al Nassif a été poursuivi en vertu de la loi sur la lutte contre la cybercriminalité et de la loi antiblanchiment. Le procureur a requis trente ans de prison, une amende de 1 million de riyals saoudiens, la confiscation de sa voiture et une interdiction de voyager.

9. Le 4 février 2014, lors d'une troisième audience, M. Al Nassif a été condamné à dix-sept ans de prison, au versement d'une amende de 100 000 riyals saoudiens, à la confiscation de sa voiture et à une interdiction de voyager pendant dix-sept ans.

10. La source affirme que la détention de M. Al Nassif est arbitraire et qu'elle relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail. Elle estime que cette privation de liberté est le résultat de l'exercice par M. Al Nassif du droit à la liberté d'expression, garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Par ailleurs, les charges retenues contre M. Al Nassif montrent que l'accusation repose sur son rôle dans le partage d'informations sur Internet et sur les réseaux sociaux, et sur ses commentaires au sujet de l'exercice des droits civils et politiques sous le régime politique actuel de l'Arabie saoudite.

11. La source indique par ailleurs que M. Al Nassif n'a pas bénéficié des normes de procédure internationalement reconnues et des garanties relatives au droit à un procès équitable pendant toute sa détention, ce qui constitue une violation des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. M. Al Nassif a été détenu au secret pendant deux mois sans pouvoir rencontrer un avocat, et il n'a comparu pour la première fois devant une autorité judiciaire que le jour où il a été officiellement mis en examen. La source indique en outre que les aveux extorqués sous la torture à M. Al Nassir pendant qu'il était détenu au secret ont été retenus comme éléments à charge.

12. La source affirme qu'il n'existe aucune voie de recours interne pour contester la légalité ou le caractère arbitraire d'une détention.

Réponse du Gouvernement

13. Dans une lettre du 23 janvier 2015, le Groupe de travail a demandé au Gouvernement saoudien de lui faire parvenir des renseignements détaillés concernant la situation actuelle du détenu et de lui préciser quelles étaient les dispositions juridiques qui justifiaient son maintien en détention.

14. Conformément au paragraphe 15 des méthodes de travail révisées du Groupe de travail, tout gouvernement est tenu de répondre à une lettre du Groupe de travail dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle celle-ci lui a été transmise. Toutefois, conformément au paragraphe 16, le Groupe de travail peut accorder à un gouvernement un délai supplémentaire d'une durée maximale d'un mois pour répondre.

15. Le 10 février 2015, le Gouvernement saoudien a demandé une prorogation de ce délai. Le Gouvernement a donc disposé de tout le temps nécessaire pour examiner la communication, mais il n'a malheureusement toujours pas répondu aux allégations qu'elle contenait.

Délibération

16. Malgré l'absence d'informations de la part du Gouvernement, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre un avis sur l'affaire en se fondant sur les éléments dont il dispose, conformément au paragraphe 16 de ses méthodes de travail révisées.

17. En l'espèce, le Gouvernement a choisi de ne pas réfuter les allégations apparemment fiables présentées par la source. Dans sa jurisprudence, le Groupe de travail a défini la manière dont il traitait les questions relatives aux preuves¹. Lorsque la source a établi qu'il existait une présomption de violation des règles internationales constitutive d'une détention arbitraire, la charge de la preuve doit être considérée comme incombant au Gouvernement s'il décide de réfuter les allégations. En conséquence, le Groupe de travail rend son avis sur le fondement des faits exposés par la source.

18. Le Groupe de travail note avec préoccupation que les arrestations arbitraires et les détentions arbitraires revêtent un caractère systématique en Arabie saoudite et que le Gouvernement garde le silence lorsqu'il reçoit les allégations que le Groupe de travail lui transmet concernant des détentions arbitraires. La présente affaire suscite une vive préoccupation, car elle s'ajoute aux nombreux exemples tendant à corroborer l'existence de ce phénomène².

19. Le Groupe de travail considère que M. Al Nassif a été arrêté et condamné à de la prison pour ses activités liées à l'organisation de plusieurs rassemblements et manifestations pacifiques et pour les nombreuses publications dans lesquelles il exprimait, sur Internet, ses positions concernant l'exercice des droits civils et politiques en Arabie saoudite.

20. Il est établi que les autorités ont violé la loi tout au long du traitement judiciaire de cette affaire, de l'arrestation aux procès, en passant par la détention. Le 15 décembre 2012, M. Al Nassif a été arrêté sans mandat et sans être informé des charges formulées à son encontre, ce qui aurait dû être fait dès le moment de son arrestation. Il a été arrêté par des hommes masqués habillés en civil appartenant aux forces de sécurité, qui ont braqué leurs armes sur lui et l'ont frappé au visage et au cou. Tout au long de son arrestation, les agents des forces de sécurité ont insulté sa foi chiite, allant même jusqu'à l'appeler « Rafidhi ».

21. Cette façon de procéder à une arrestation constitue une violation manifeste des normes internationales bien établies relatives à la protection des droits de l'homme, en particulier de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. L'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est une norme relative aux droits de l'homme solidement établie, qui trouve son expression aussi bien dans la pratique que dans l'opinio juris des États.

22. Après son arrestation, M. Al Nassif a été détenu pendant une période prolongée, et les procès ont été retardés. M. Al Nassif a été placé dans le centre de détention administrative de Dammam et immédiatement mis au secret pour un mois. À la mi-janvier 2013, il a été transféré à la prison du service du renseignement général de Dammam et à nouveau mis au secret pour deux mois et demi, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mois de mars 2013. Pendant toute la durée de sa détention au secret, Majid Al Nassif n'a pas pu rencontrer d'avocat, et il n'a été informé des chefs d'accusation retenus contre lui que bien plus tard, lorsqu'il a été déféré devant une instance judiciaire.

23. Le Groupe de travail conclut à l'existence de nombreuses violations du droit international relatif à la protection des droits de l'homme. La période de détention avant jugement, au secret qui plus est, s'est prolongée pendant plus de deux mois, ce

¹ Voir, par exemple, A/HRC/19/57, par. 68.

² Dans de nombreux avis, le Groupe de travail note avec préoccupation la multiplication des arrestations et des détentions de personnes exerçant leurs droits de l'homme les plus fondamentaux, en particulier leur droit à la liberté de conscience, d'expression et d'association. Voir, par exemple, les avis n^{os} 22/2008, 36/2008, 37/2008, 2/2011, 10/2011, 30/2011, 42/2011 et 45/2013.

qui constitue une violation des dispositions de droit international bien établies concernant la détention, en vertu desquelles la détention provisoire doit être exceptionnelle et aussi brève que possible³. En outre, le Groupe de travail a souligné, dans son rapport annuel de 2011 (A/HRC/19/57, par. 48 à 58), que la détention avant jugement devait constituer une mesure à caractère exceptionnel.

24. M. Al Nassif a continué d'être torturé psychologiquement et maltraité en détention, ce qui s'est traduit, notamment, par des insultes vis-à-vis de son appartenance à la communauté chiite, des interrogatoires incessants, le refus du droit de rencontrer un avocat et l'obtention par la contrainte d'aveux à charge. Les aveux extorqués par la torture à M. Al Nassif alors qu'il était détenu au secret ont été utilisés contre lui pour le condamner à une peine d'emprisonnement de dix-sept ans, ce qui est excessif. L'état de santé physique et psychique de M. Al Nassif s'est également détérioré en prison. Les autorités ont maltraité les membres de sa famille et les ont soumis à des fouilles superflues et dégradantes lors de leurs visites.

25. Le Groupe de travail conclut à une violation flagrante du droit à un procès équitable, un droit bien établi en droit international, en particulier dans les articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier, dispose que toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. En raison de sa gravité, cette violation relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

26. De plus, le Groupe de travail conclut que la privation de liberté de M. Al Nassif est arbitraire et qu'elle relève de la catégorie II, car elle est le résultat de l'exercice de son droit à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, garanti par les articles 19 et 20 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Avis et recommandations

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

L'arrestation et la privation de liberté de M. Al Nassif sont arbitraires en ce qu'elles ont été réalisées en violation flagrante des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relèvent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

La privation de liberté de M. Al Nassif, en ce qu'elle est contraire aux articles 19 et 20 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme, revêt également un caractère arbitraire relevant de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Al Nassif de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

29. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à libérer M. Al Nassif et à rendre effectif le droit à réparation des préjudices.

30. Le Groupe de travail encourage le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

³ Voir, par exemple, CCPR/C/107/D/1787/2008, par. 7.3 et 7.4.

31. À la lumière des allégations de torture et de mauvais traitements infligés au détenu, le Groupe de travail considère qu'il serait approprié, conformément à l'article 33 a) de ses méthodes de travail révisées, de faire état de ces allégations au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour suite à donner.

[Adopté le 27 avril 2015]
